

The Rebirth of African Civilization, par CHANCELLOR WILLIAMS. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 328 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, Washington, D.C.

Alice Poznanska

Volume 38, numéro 2, juillet–septembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001796ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001796ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poznanska, A. (1962). Compte rendu de [*The Rebirth of African Civilization*, par CHANCELLOR WILLIAMS. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 328 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, Washington, D.C.] *L'Actualité économique*, 38(2), 311–312. <https://doi.org/10.7202/1001796ar>

miste de planer au-dessus de la réalité. Il a souvent tendance à s'enfermer dans un raisonnement théorique sans chercher à voir comment, en termes concrets, ses conclusions peuvent être utiles à l'homme d'affaires; comment, par exemple, elles peuvent l'aider à prendre de meilleurs décisions économiques.

M. Erwin-Essers Nemmers note un problème analogue chez l'étudiant en commerce, à sa sortie de l'Université. Il le dit mal préparé à faire face aux problèmes de l'entreprise parce qu'on lui a appris à distinguer la science économique et la pratique des affaires, les conclusions théoriques et la réalité concrète.

Managerial Economics est un manuel destiné à combler cette lacune, en présentant simultanément la théorie économique et l'application des techniques pratiques d'analyse à l'étude des problèmes les plus importants de l'entreprise. Il suppose acquises par l'étudiant les bases du calcul statistique et des mathématiques financières.

Le volume se divise en six parties, toutes ordonnées vers la discussion d'un problème fondamental: l'utilisation optimale des capitaux dans l'entreprise ou *Capital Budgeting*. Une première partie illustre, en les commentant, les principales techniques d'intrapolation de séries numériques dans le temps. Les deuxième et troisième parties sont consacrées à l'analyse et à la prévision des ventes (entrées de fonds) et des coûts (sorties de fonds). Dans la quatrième partie, l'auteur expose les caractéristiques d'une politique de prix destinée à permettre un rendement désiré sur le capital investi. Une cinquième partie insiste sur les aspects légaux du problème économique de l'entreprise. Tous ces éléments sont enfin rassemblés, au dernier chapitre, dans l'analyse et le choix des projets d'investissement.

Le présent manuel a ceci d'intéressant qu'il présente, entre les chapitres didactiques, une série imposante de cas, tant au niveau de l'entreprise individuelle qu'à celui de l'industrie. Vingt-cinq cas sont choisis dans presque toutes les sphères de l'activité industrielle et commerciale.

Jean McNeil

The Rebirth of African Civilization, par CHANCELLOR WILLIAMS. Un vol., 6¼ po. × 9¼, relié, 328 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, Washington, D.C.

Les ouvrages concernant les jeunes pays africains ne manquent pas; le livre de C. Williams traitant de la renaissance de la civilisation africaine n'est pas, cependant, un traité scientifique, mais bien plus une sorte d'étude-reportage basée surtout sur les enquêtes et les observations faites au Ghana.

L'auteur constate qu'aucun système politique occidental ne peut être appliqué avec succès en Afrique, pas plus le communisme que le capitalisme. Il préconise l'économie coopérative et justifie son opinion par des comptes rendus des conversations qu'il a pu avoir avec différentes personnalités africaines. Fort judicieusement, C. Williams insiste surtout sur l'importance de l'évolution intensive de l'enseignement qui devrait, selon lui, être largement appuyée par une aide désintéressée et efficace des États-Unis, permettant l'édification d'un État africain uni, corporatiste, national et indépendant.

On peut évidemment se demander comment « la renaissance » d'une civilisation, si on peut appeler ainsi les habitudes et les traditions africaines essentiellement agricoles, s'épanouirait dans un cadre nouveau et forcément moderne. On peut se demander également si la situation démographique des pays africains ne joue pas un rôle important et si les traditions tribales n'empêcheront pas la réalisation d'une telle unification. Sans compter qu'on ne voit pas très bien pourquoi l'aide américaine donnerait de meilleurs résultats que l'œuvre civilisatrice de la France, par exemple, ni en vertu de quelles considérations les États-Unis seraient moins tentés d'influencer le développement africain que les autres nations qui se sont consacrées aux mêmes buts et dont C. Williams ne tient pas à étudier les réalisations.

L'auteur se contente, en effet, d'énoncer un certain nombre d'opinions basées sur des enquêtes faites sur place et sur ses réflexions personnelles, ce qui lui permet de présenter une image très optimiste de l'avenir des pays africains dont l'idéalisme n'en est pas moins profond et sincère.

Alice Poznanska

The Challenge of the Common Market, par U.-W. KITZINGER. Un vol., 5½ po. × 7¾, relié, 152 pages. — THE COPP CLARK PUBLISHING CO. LTD. (\$2.25).

L'auteur pose une question de brûlante actualité: celle de la participation de la Grande-Bretagne au Marché Commun. U.-W. Kitzinger envisage le problème sous ses différents aspects tout en étudiant minutieusement les impératifs économiques et politiques de la question.

La première partie du livre est consacrée aux tendances et aux travaux qui ont précédé la signature du traité de Rome et, très judicieusement, fait ressortir les conflits qui sont apparus à cette occasion, notamment entre l'Allemagne et la France. Il signale, d'autre part, le rôle primordial que la France a finalement réussi à jouer au sein des Six, en prévoyant que l'Angleterre sera fatalement forcée de le lui disputer à l'avenir.

L'auteur ne se demande pas si la Grande-Bretagne devrait participer au Marché Commun, car il considère que la question ne se pose pas et que l'Angleterre n'a pas d'autre choix. Par contre, il souligne l'importance des sacrifices qu'elle sera obligée d'assumer pour pouvoir réaliser pleinement ce changement notable de l'ensemble de sa politique traditionnelle.

Kitzinger croit néanmoins que des courants d'échanges s'établiront très vite entre les pays du Commonwealth et ceux du Marché Commun; il soutient notamment que le Canada et la Nouvelle-Zélande ont infiniment plus d'intérêt à vendre leurs produits en Europe que de continuer à profiter du régime de la préférence impériale, et il considère que les influences anglaises représenteront suffisamment de poids pour leur ouvrir largement ce marché.

Prise de position qu'on peut trouver contestable, mais qui, surtout, donne l'impression de ne pas être assez justifiée. Il est évident que l'auteur, jugeant la participation de l'Angleterre au Marché Commun comme inévitable, ne tient pas à donner trop d'importance aux facteurs qui pourraient éventuellement jouer contre une telle décision.